



RAPPORT ANNUEL D'AVANCEMENT 2016

Activités du Comité National ITIE Sénégal - 2016

30 Juin 2017

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	3
INTRODUCTION.....	4
1. RESUME DES ACTIVITES ENTREPRISES DANS LE CADRE DE L'ITIE DURANT L'ANNEE 2016.....	7
2. ACTIVITES DES AUTRES PARTENAIRES	13
3. MATRICE DE SUIVI.....	12
4. ÉVALUATION DES PERFORMANCES PAR RAPPORT AUX EXIGENCES DE L'ITIE.....	20
5. APERÇU DES REPOSES DU GROUPE MULTIPARTITE AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DES RAPPORTS ITIE	23
6. ACQUIS ET DEFIS IDENTIFIES DANS LE PROCESSUS ITIE.....	25
7. BUDGET POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS EN 2016.....	27
8. COMPOSITION DU COMITE NATIONAL.....	27
9. CONCLUSION	28

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

AI : Administrateur Indépendant

ANO : Avis de Non Objection

CC : Cour des Comptes

CMDS : Chambre des Mines du Sénégal

CN-ITIE : Comité National de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives au Sénégal

COMINE : Comité Mines – ITIE

COS-PETROGAZ: Comité d'Orientation Stratégique du Pétrole du Gaz

DCSOM : Direction du Contrôle et de la Surveillance des Opérations Minières

DGCPT : Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor

DGD : Direction Générale des Douanes

DGID : Direction Générale des Impôts et des Domaines

DH : Direction des Hydrocarbures

DMG : Direction des Mines et de la Géologie

FONSIS : Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques

GMP : Groupe Multipartite

ITIE : Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives au Sénégal

MEDER : Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables

MEFP : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

PCQVP : Publiez Ce Que Vous Payez

PETROSEN : Société des Pétroles du Sénégal

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

RGM : Réseau des Parlementaires pour la Gouvernance des Ressources Minérales

RSE : Responsabilité Sociétale des Entreprises

TOFE : Tableau des Opérations Financières de l'Etat

WIM : Women In Mining

INTRODUCTION

Conformément à l'exigence 7.4 de la Norme ITIE, le Groupe multipartite est tenu de publier des rapports annuels d'avancement. Les rapports annuels d'avancement doivent inclure entre autres :

- Un résumé des activités entreprises dans le cadre de l'ITIE durant l'année écoulée.
- Une évaluation des progrès accomplis en matière de mise en conformité – ou de maintien de celle-ci – par rapport à chaque Exigence de l'ITIE ainsi que de toute mesure prise dans le but de dépasser les Exigences.

L'Exigence 8.5 stipule également que le rapport portant sur les activités de l'année précédente doit être publié au 1^{er} juillet de l'année suivante.

L'année 2016 marque la troisième année de mise en œuvre du processus ITIE au Sénégal. Les activités phares qui ont rythmé cette année ont été axées sur la production du Rapport ITIE portant sur l'exercice fiscal 2014 et l'élaboration du plan stratégique de l'ITIE à l'horizon 2021.

Le Comité national a mobilisé l'Etat, les compagnies minières, pétrolières et gazières, les organisations de la société civile, dans une belle dynamique de collaboration, pour contribuer à l'atteinte de ces objectifs.

L'année 2016 a ainsi été marquée par la publication des contrats du secteur extractif. En plus, la qualité du Rapport de conciliation 2014 a permis à notre pays, de relever les défis de l'exhaustivité et de la fiabilité dans la divulgation d'informations, naguère considérées comme confidentielles, à tout le moins non accessibles au public.

En effet, la publication du premier rapport ITIE portant sur l'année fiscale 2013, en dépit des efforts de mobilisation et de l'engagement des parties prenantes, avait révélé un certain nombre de défis à relever par le Comité national ITIE. Le constat a été le suivant : données incomplètes, doutes sur la fiabilité, participation limitée des entreprises, etc. Au-delà de ces symptômes, c'était toute la problématique de l'orientation des systèmes d'information qui s'était posée de façon générale et celle de l'efficacité des dispositifs de suivi des opérations dans les secteurs minier, pétrolier et gazier.

Dès lors, l'option a été faite de travailler de manière rapprochée avec chaque entité déclarante, les autorités de tutelle ainsi que la Chambre des mines et les entreprises pétrolières pour traiter de manière spécifique les problèmes et apporter des solutions appropriées. Ainsi, le Rapport ITIE 2014 publié en Octobre 2016 a relevé le défi de l'exhaustivité et de la fiabilisation des données. Toutes les entreprises et les entités déclarantes publiques ont fourni des déclarations. Ces dernières ont été certifiées d'une part par la Cour des Comptes pour les données des Administrations, et d'autre part par des Auditeurs externes pour les données des entreprises.

En revanche, et pour consolider les acquis nés du processus ITIE de façon pérenne, il urge de se pencher sur des mesures structurantes:

- L'audit et la mise à jour des systèmes d'information du Trésor, son interfaçage avec la Douane et, la consolidation des systèmes de cadastre au niveau des ministères en charge de l'Energie et des Mines.
- La mise en application de la réglementation sur la péréquation qui constitue un fondement de l'équité économique, sociale et territoriale.

- La réévaluation des procédures d'octroi et de renouvellement des titres, ainsi qu'un meilleur encadrement des opérations de cession/transfert à la lumière des bonnes pratiques internationales.

Par ailleurs, l'année 2016 consacre la fin de la mise en œuvre du premier plan d'action 2013-2016 du Comité national ITIE du Sénégal. Au 31 Décembre 2016, des résultats probants ont été obtenus dans le domaine de la transparence au niveau des secteurs minier, pétrolier et gazier. Au même moment, le secteur extractif a connu des évolutions importantes notamment avec les découvertes de gisements de pétrole et de gaz dans le bassin sédimentaire sénégalais.

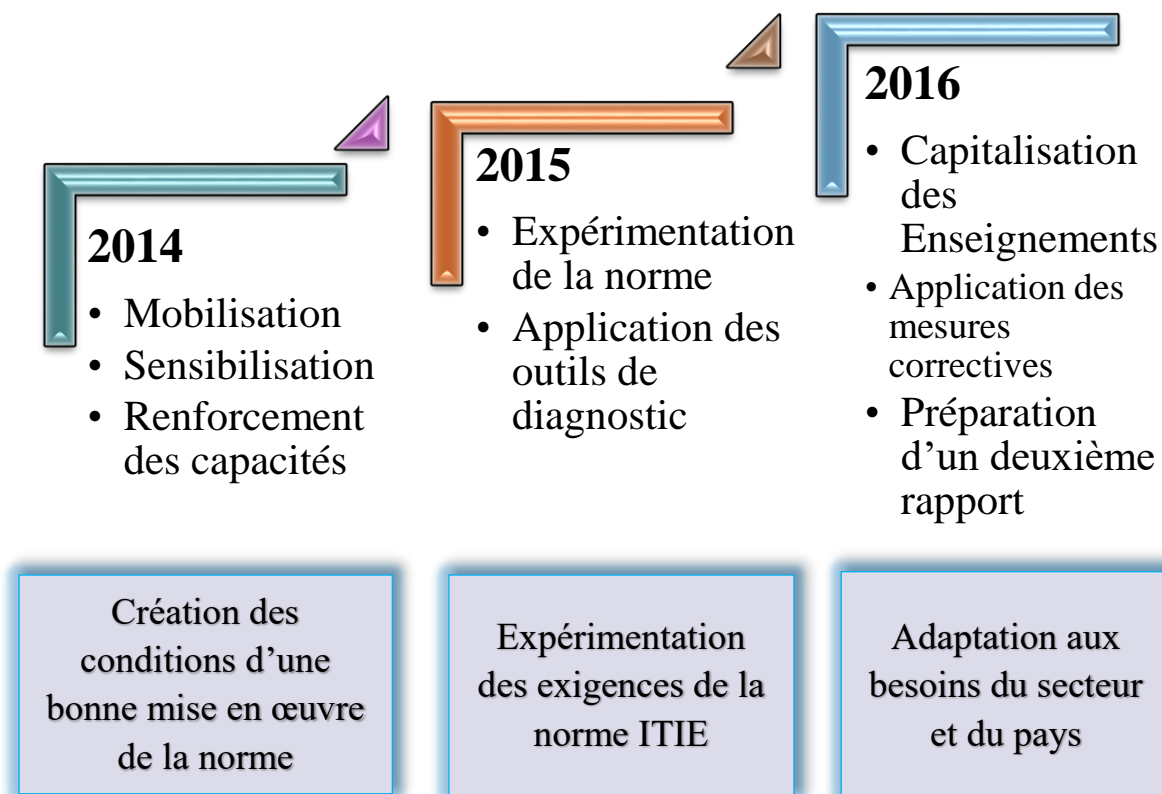
A cet effet, le Comité national ITIE a redéfini ses priorités et ses objectifs stratégiques à l'horizon 2021 pour mieux accompagner l'Etat du Sénégal à travers l'opérationnalisation de mécanismes de transparence, dans le but de rendre compte aux citoyens de l'évolution de la gouvernance du secteur extractif au Sénégal.

CALENDRIER DE L'ITIE SENEGAL



1. RESUME DES ACTIVITES ENTREPRISES DANS LE CADRE DE L'ITIE DURANT L'ANNEE 2016

L'année 2016 consacre la fin de la mise en œuvre du premier plan d'action 2013-2016,



Evolution de la stratégie de mise en œuvre du processus ITIE au Sénégal

En 2016, le Comité national ITIE a poursuivi sa stratégie de mobilisation des acteurs tout en restant concentré sur la publication du Rapport ITIE 2014, la validation prévue à partir du mois de Juillet 2017 et enfin, la production du plan stratégique ITIE 2017 - 2021. Les activités suivantes ont ainsi été réalisées :

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'une feuille de route 2016 en perspective de la validation ; • Rencontres de mise à niveau des PTF et dialogue sur le financement de l'ITIE ; • Série de rencontres / restitutions bilatérales avec les administrations (DGID, DGD, DGCPT, DMG) dans le cadre de la préparation du Rapport ITIE 2014 et l'institutionnalisation d'un dossier ITIE dans leurs bases de données ; • Rencontre avec les sociétés privées (Chambre des Mines, groupe de pétroliers et Ordre national des Experts Comptables) ; • Première simulation de pré-validation avec les membres du GMP ; • Elaboration du Plan Stratégique 2017-2021 ; • Participation à la conférence de Lima; • Participation à l'atelier d'information sur la Propriété réelle en Côte d'ivoire, organisée par le Secrétariat international de l'ITIE. | <ul style="list-style-type: none"> • Mission à Kédougou (zone minière au Sud-est du pays) et lancement du cadre de concertation régional ; • Mise en place des groupes de travail pour la rédaction de la partie contextuelle du Rapport ITIE 2014; • Publication du rapport ITIE 2014 ; • Organisation de deux Conférences de presse portant sur le Rapport ITIE 2014 (Démarrage et publication) ; • Production de la version simplifiée du Rapport ITIE 2014 « Comprendre pour agir » ; • Participation des membres du Comité National à des émissions télévisuelles sur la gouvernance du secteur extractif et l'explication des données clés du rapport ITIE 2014 ; • Plaidoyer pour la publication des contrats miniers et pétroliers ; et • Ateliers de dissémination du rapport ITIE 2014 à Thiès et à Kédougou. |
|---|---|

2016 : Une année de capitalisation d'expériences

- Le premier rapport ITIE (2013) avait révélé un certain nombre de défis à relever.
- La Problématique de l'orientation des systèmes d'information (Les systèmes d'information n'ont pas été conçus pour répondre à la 1^{ère} demande de l'ITIE).
- L'efficacité des dispositifs de suivi des opérations dans les secteurs minier, pétrolier et gazier.
- Les découvertes d'importants gisements de pétrole et de gaz au Sénégal et les mutations notées dans le secteur minier.



- Option : Travailler de manière rapprochée avec chaque entité déclarante, (autorités de tutelle, Chambre des mines entreprises pétrolières) pour traiter de manière spécifique les problèmes et trouver des solutions appropriées.
- Forte mobilisation : Etat, compagnies, OSC
- 2016 : Publication d'un Rapport de conciliation de haute qualité,
- 2016 : Redéfinition des priorités et des objectifs stratégiques à l'horizon 2021 pour mieux accompagner le développement du secteur extractif.



2. ACTIVITES DES AUTRES PARTENAIRES

Outre les activités déroulées par le Comité national ITIE, plusieurs initiatives complémentaires ont été le fait d'autres associations et partenaires du Comité, notamment la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) et l'ONG Oxfam.

- Dans le cadre de son programme intitulé « Dialogue Multi-acteurs pour une Gouvernance des Ressources Minérales Favorables aux Populations Vulnérables », OXFAM, en partenariat avec le RGM, la Coalition PCQVP, l'ITIE-Sénégal, Enda Cacid et Women In Mining (WIM) a organisé en Juillet 2016, un atelier Multi-acteurs de réflexion et d'apprentissage sur la Gouvernance du Pétrole et du Gaz au Sénégal. Cette rencontre a vu la participation de membres de la société civile sénégalaise, de représentants du Gouvernement, de Parlementaires et de deux délégations de la Mauritanie et du Ghana.



- Suite à cette activité, Oxfam a organisé en Décembre 2016, une rencontre de consultation sur le processus de révision du Code pétrolier en cours, en vue de permettre aux acteurs d'avoir une meilleure connaissance du cadre institutionnel, législatif et juridique du secteur des hydrocarbures. Cette rencontre a aussi permis de mieux apprécier les nouveaux enjeux auxquels l'État et les différentes parties prenantes doivent faire face pour améliorer la gouvernance du secteur dans l'intérêt des populations sénégalaises.
- En outre, la Coalition PCQVP a organisé entre Décembre 2015 et janvier 2016, une caravane d'information, de sensibilisation et de dissémination du Rapport ITIE 2013 dans les zones minières situées dans la région de Thiès, notamment à Ngoundiane, Lam Lam et Darou Khoudoss. Ces activités ont permis de renforcer le niveau de compréhension par les populations desdites zones de l'ensemble des revenus issus de l'exploitation des ressources minières, pétrolières et gazières au Sénégal.

3. MATRICE DE SUIVI

Planification / Mise en œuvre			Reporting						
Objectif	Activités Prévues	Produits (Extrants)	Période d'exécution	Activités réalisées	Niveau de Réalisation de l'objectif	Justifications/ Commentaires	Taux d'exécution (%)	Disponibilité de L'extrant	Extrants disponibles
Améliorer l'environnement de la mise en œuvre de l'ITIE	Confirmer la modification ou suppression de l'article 66 sur la confidentialité dans la version finale du code minier	la clause de confidentialité est levée dans le code minier	Nov-2016	Réalisée	L'environnement de mise en œuvre de l'ITIE a été amélioré, le Comité National a effectué des actions de plaidoyer et de dialogue en bilatéral avec les ministères sectoriels, MEFP, CC, DH, PETROSEN, même s'il reste encore quelques contraintes administratives et techniques à lever		100%	Oui	Article 66 supprimé dans le nouveau Code minier
	Encourager la publication d'un rapport annuel aussi bien par la DMG, par PETROSEN et/ou la Direction des hydrocarbures	Rapport annuel publié	Avr-2016	Réalisée		la publication de rapport annuelle est attendue	40%	Non	Revue annuelle conjointe/ Info Mines publiées par la DMG
	Engager le dialogue et s'accorder avec le trésor pour une informatisation de son système d'information au niveau décentralisé	TDR approuvés		Non Applicable		Activité reportée dans le plan d'action triennal 2017-2019 du CN-ITIE	Non Applicable	Non	Rencontre avec le Ministre des Finances
	Mobiliser les ressources pour accompagner le trésor pour une informatisation de son système d'information au niveau décentralisé	Budget mobilisé		Non Applicable		Activité déjà prise en compte dans le Plan de développement Stratégique de l'Administration du Trésor 2014-2018.	Non Applicable	Non	
	Etudier les possibilités de création des lignes	Propositions approuvées		Réalisée		Des rencontres avec les parties	100%	Oui	Les possibilités de création de lignes IE dans

	"industries extractives" dans le TOFE					prenantes sur la révision du Plan comptable de l'année sont prévues dans le plan d'action triennal 2017-2019			le TOFE sont étudiées des rencontres ont eu lieu avec s services du MEFP
	Tenir des réunions de sensibilisation avec les administrations MEF, MIM, MEDER et les entreprises pétrolières, gazières et minières sur le rapport et sur les déclarations ITIE	les administrations et les entreprises se mobilisent pour améliorer la qualité des déclarations ITIE	Janv-2016	Réalisée			100%	Oui	données de qualité transmises au CN-ITIE pour le rapport de 2014
	Engager le dialogue et s'accorder avec la Cour des comptes sur la démarche de certification des déclarations des administrations	Procédures de certification validées	Mar-Jul. 2016	Réalisée			100%	Oui	Données des administrations certifiées par la CC
	Mobiliser les ressources pour soutenir l'intervention de la Cour des comptes dans le cadre de la production du rapport 2014	Prestations de la CC financées		Non Applicable		l'intervention de la Cour des Comptes s'est faite sans mobilisation de ressources.	Non Applicable	Non	
	s'accorder avec les autorités de tutelle du secteur des hydrocarbures pour la mise en place d'un cadastre pétrolier	TDR développés et approuvés	Fév-2016	Réalisée			100%	Oui	TDR pour la Mise en place d'un cadastre pétrolier disponible
	Mobiliser les ressources pour accompagner la mise en place d'un cadastre pétrolier	Budget disponible		Réalisée		DH devrait obtenir dans le cadre de l'Assistance pour le développement des projets pétroliers et gaziers, un financement de la	100%	Oui	Budget mobilisé par le CN-ITIE

						Banque Mondiale pour la mise en place du cadastre pétrolier			
	Œuvrer à l'institutionnalisation d'un classement ITIE dans les bases de données des administrations et des entreprises	Des dossiers ITIE créés	Janv.- Mai 2016	Réalisée			100%	Oui	Création du Comité Mines ITIE (COMINE) ; Cellules ITIE mises en place à la DGD et à la DGID ; Données de qualité sont transmises au Comité et à temps opportun
	Engager le dialogue avec le Ministère des Mines et de l'industrie en vue de la publication en ligne du portail d'information du cadastre minier	Extrait du cadastre mis en ligne + mise à jour du site du ministère	Juil. – Déc. 2016	Réalisée			100%	Oui	la Direction des Mines a procédé à la mise à jour du Flexi cadastre pour mieux prendre en charge les besoins du rapport et de transparence
Publier un rapport ITIE 2014 qui soit conforme aux exigences et recommandations de la Norme	Elaborer et faire valider les TDR de l'Administrateur indépendant par le GMP	TDR validés	Fév-2016	Réalisée	Le Comité national a publié un Rapport ITIE conforme aux exigences et recommandations de la Norme		100%	Oui	TDR disponibles
	Lancer le recrutement du consultant pour l'élaboration du rapport ITIE du Sénégal	Cabinet sélectionné	Avr-2016	Réalisée			100%	Oui	L'Administrateur Indépendant en l'occurrence le cabinet Moore Stephens est sélectionné
	Finaliser la procédure de sélection et obtenir un ANO	Contrat signé	Avr-2016	Réalisée			100%	Oui	L'Administrateur Indépendant est recruté et le contrat est signé
	Délimiter les contours du rapport ITIE 2014 (périmètre des entreprises, seuils de matérialité, etc.,)	Rapport amendé et validé	Avr.-Mai 2016	Réalisée			100%	Oui	l'étude de cadrage a défini les contours du rapport, la liste des entités déclarantes est connue et les flux correspondants identifiés
	réaliser une étude globale sur l'exploitation minière	Compréhension accrue de		Non Réalisée			Reportée dans le Plan d'action de 2018	0%	Non

artisanale et l'orpaillage	l'orpaillage et du secteur artisanal								
réaliser deux études complémentaires sur le secteur minier et les hydrocarbures, afin d'alimenter la partie contextuelle du rapport	Etudes sectorielles réalisées			Non Applicable		la partie contextuelle a été alimentée sans la réalisation des deux études sectorielles	Non Applicable	Non	
Rédiger une contribution pour la partie contextuelle du rapport ITIE 2014, à soumettre à l'administrateur indépendant	Parties contextuelles validées	Juin – Juillet 2016	Réalisée				100%	Oui	Partie contextuelle, rédigée par le CN-ITIE, est intégrée dans le rapport de 2014
Organiser une réunion de lancement et de cadrage de la mission de l'administrateur indépendant	Démarrage effectif de la mission	Juin 2016	Réalisée				100%	Oui	Atelier de lancement de la mission de l'AI tenu
Informers les acteurs et l'opinion du démarrage de la production du Rapport ITIE 2014	Acteurs et l'opinion informés	Juin 2016	Réalisée				100%	Oui	Conférence de presse tenue pour informer l'opinion du démarrage de la production du Rapport ITIE 2014
Etablir et faire approuver le formulaire de déclaration pour le rapport ITIE 2014	Formulaire de déclaration approuvé	Juin 2016	Réalisée				100%	Oui	le CN-ITIE a validé et adopté le Formulaire proposé par l'AI
Mettre à niveau les administrations (DMG, Impôts, douane, DEEC, etc.) et les entreprises sur les procédures de déclaration ITIE	Compréhension harmonisée des formulaires	Juin-2016	Réalisée				100%	Oui	les représentants des entreprises et des administrations sont formés aux procédures de remplissage des formulaires de déclaration
Lancer la collecte des données auprès des administrations et des entreprises privées	Formulaires de déclaration remplis et certifiés	Juin-2016	Réalisée				100%	Oui	Formulaire transmis aux administrations et des entreprises

Transmettre au GMP le projet de rapport ITIE 2014	Rapports provisoires discutés et amendés	Sep-2016	Réalisée			100%	Oui	Le CN-ITIE a formulé et transmis ses observations sur le rapport ITIE 2014 à l'AI
Valider et publier le rapport ITIE 2014 du Sénégal	Rapport final publié	Oct-2016	Réalisée			100%	Oui	Rapport 2014 validé et publié
Organiser un atelier de partage et de Dissémination du rapport ITIE 2014	Résultats du rapport partagés avec les acteurs et le public	Oct-2016	Réalisée			100%	Oui	Le Comité a tenu un atelier de dissémination et de partage des résultats du rapport 2014
Organiser des ateliers décentralisés de partage et de dissémination du rapport ITIE 2014 dans les régions	Résultats du rapport partagés avec les acteurs locaux et les communautés	Nov-2016	Réalisée			100%	Oui	Deux ateliers de partage et de dissémination du rapport de 2014 organisés à Thiès et Kédougou
Tenir un atelier avec les membres du GMP sur la procédure de validation dans l'ITIE	les membres du GMP ont une meilleure compréhension de la procédure de validation	Jan-2016	Réalisée			50%	Oui	les actions correctives sont entamées par le Comité National
Evaluer à l'interne le dossier de validation du Sénégal	Faiblesses identifiées et recommandations formulées	Mar-2016	Réalisée			100%	Oui	les gaps sont identifiés par le CN-ITIE
Echanger avec les PTF sur la feuille de route en direction de la validation	Susciter l'engagement des PTF pour appuyer la feuille de route	Fév. - 2016	Réalisée			100%	Oui	Compte rendu de réunion disponible et financement de certains PTF.
Partage d'expériences sur la validation avec un pays conforme	Partage des bonnes pratiques	Sep-2016	Réalisée			100%	Oui	Partage d'expérience et de bonnes pratiques avec le Congo (Brazzaville)
Tenir un atelier national sur le processus de validation du Sénégal avec l'ensemble des parties prenantes	Responsabilités de chaque acteur identifiées	Oct-2016	Réalisée			100%	Oui	la Feuille de route est partagée avec les parties prenantes

	Recruter de concert avec le Secrétariat international un cabinet pour la validation du Sénégal	Valideur recruté		Non Applicable		Initialement prévue à partir d'Octobre 2016, la Validation a été reportée au mois de Juillet 2017.	Non Applicable	Non	
	Approuver ou amender le rapport de validation du Sénégal	Les commentaires du GMP sont intégrés dans le document final		Non Applicable		Initialement prévue à partir d'Octobre 2016, la Validation a été reportée au mois de Juillet 2017.	Non Applicable	Non	
	Soumettre le rapport de validation du Sénégal au Conseil d'administration ITIE	Version finale du rapport de validation soumise		Non Applicable		Initialement prévue à partir d'Octobre 2016, la Validation a été reportée au mois de Juillet 2017.	Non Applicable	Non	
Renforcer l'impact de l'ITIE dans la gouvernance du secteur extractif au Sénégal	Engager le dialogue avec la CMDS, le MIM, le MEDER et les compagnies pétrolières et gazières pour une publication des contrats dans le secteur des mines et des hydrocarbures.	Des contrats sont publiés	Oct-2016	Réalisée	l'accès à l'information est garanti aux citoyens à travers les initiatives favorisant la transparence et la redevabilité.		100%	Oui	Contrats miniers et pétroliers publiés
	Traduire et publier les synthèses des rapports dans plusieurs langues locales	Messages clés de l'ITIE accessibles à tous	Mar-2016	Réalisée		La société civile dans le cadre de la dissémination du rapport de 2013 a traduit la version simplifiée en 3 langues locales	100%	Oui	
	Organiser des fora communautaires au niveau des zones minières (Kédougou-	Fora organisés au niveau des zones minières	Avr. et Nov-2016	Réalisée			100%	Oui	Fora communautaires sont tenus dans les zones minières

	Thiès-Matam-Rufisque)								
	Tenir 10 émissions débats sur le rapport ITIE et les résultats	10 émissions diffusées	Oct-2016	Réalisée		100%	Oui		Des émissions Télé radio
	Encourager les réformes en vue d'une meilleure utilisation des fonds de péréquation	réactualisation du texte qui encadre le fonctionnement du fonds	Nov-2016	Réalisée		100%	Oui		L'article 113 du code minier actuel renforcé par l'article 115 instituant un Fonds d'Appui au Développement local
	Œuvrer à une meilleure délimitation des rôles de la PETROSEN et de la DH	Prérogatives / attributions des organes sont clarifiés pour éviter les conflits d'intérêt	Juil-2016	Réalisée		100%	OUI		Rencontre avec le Ministre de l'Energie Décret 2017-933 portant réorganisation du Ministère de l'Energie

4. ÉVALUATION DES PERFORMANCES PAR RAPPORT AUX EXIGENCES DE L'ITIE

Exigences de l'ITIE		NIVEAU DE PROGRÈS				
Catégories	Exigences	Aucun	Inadéquat	Significatif	Satisfaisant	Au-delà
Suivi exercé par le Groupe multipartite	Engagement du Gouvernement (n° 1.1)					
	Engagement de l'industrie (n° 1.2)					
	Engagement de la société civile (n° 1.3)					
	Gouvernance du Groupe multipartite (n° 1.4)					
	Plan de travail (n° 1.5)					
Licences et contrats	Cadre légal (n° 2.1)					
	Octroi de licences (n° 2.2)					
	Registre des licences (n° 2.3)					
	Politique sur la divulgation des contrats (n° 2.4)					
	Propriété réelle (n° 2.5)					
	Participation de l'État (n° 2.6)					
Suivi de la production	Données sur les activités d'exploration (n° 3.1)					
	Données sur les activités de production (n° 3.2)					
	Données sur les exportations (n° 3.3)					

Exigences de l'ITIE		NIVEAU DE PROGRÈS				
Catégories	Exigences	Aucun	Inadéquat	Significatif	Satisfaisant	Au-delà
Collecte de revenus	Exhaustivité (n° 4.1)					
	Revenus en nature (n° 4.2)					
	Accord de troc (n° 4.3)					
	Revenus issus du transport (n° 4.4)					
	Transactions des entreprises d'État (n° 4.5)	NA				
	Paiements directs infranationaux (n° 4.6)					
	Désagrégation (n° 4.7)					
	Ponctualité des données (n° 4.8)					
	Qualité des données (n° 4.9)					
Affectation des revenus	Répartition des revenus (n° 5.1)					
	Transferts infranationaux (n° 5.2)					
	Gestion des revenus et dépenses (n° 5.3)					
Contribution socio-économique	Dépenses sociales obligatoires (n° 6.1.a)					
	Dépenses sociales discrétionnaires (n° 6.1.b)					
	Dépenses quasi fiscales des entreprises d'État (n° 6.2)	NA				
	Contribution économique (n° 6.3)					

Exigences de l'ITIE		NIVEAU DE PROGRÈS				
Catégories	Exigences	Aucun	Inadéquat	Significatif	Satisfaisant	Au-delà
Résultats et impact	Débat public (n° 7.1)					
	Accessibilité des données (n° 7.2)					
	Suivi des recommandations (n° 7.3)					
	Résultats et impact de la mise en œuvre (n° 7.4)					

5. APERÇU DES REPONSES DU GROUPE MULTIPARTITE AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DES RAPPORTS ITIE

Recommandation	Statut/progrès	Commentaires
1- Respect des conditions des modalités de partage des recettes	En cours	Arrêté interministériel en préparation pour la période 2010-2015.
2- Revue par les entreprises de la procédure de comptabilisation des paiements à la douane.	Satisfaisants	Les entreprises ont pris en compte la recommandation concernant les paiements à la douane.
3-Mise en œuvre des recommandations formulées par la Cour des Comptes	En cours	Elaboration de TDR pour la traçabilité des revenus du secteur extractif dans les documents budgétaires de l'Etat.
4- Renforcer le suivi des données sur la production et les exportations	En cours	<ul style="list-style-type: none"> - La DMG et la DCSOM collectent et fournissent les données de production au Comité national. - Projet de création d'une Cellule Statistiques au niveau de ces directions. - La DGD a fourni à la première requête les données d'exportation.
5- Amélioration du processus de recouvrement des recettes douanières	En cours	Projet d'interfaçage entre le logiciel comptable de la DGCPT et le système GAINDE de la Douane est en cours.
6- Extension du périmètre de conciliation	Satisfaisant	Le nouveau formulaire de déclaration a intégré les flux non listés dans celui de 2014.
7- Instaurer les meilleures pratiques dans la gestion des recettes pétrolières	En cours	Le Comité national a fait un plaidoyer pour l'instauration des meilleures pratiques dans la gestion des recettes pétrolières. Une loi d'orientation sur le partage des revenus des futures exploitations est en cours d'élaboration.
8- Flux de paiements non prévus par la loi	Non Satisfaisants	
9- Amélioration de la traçabilité des paiements sociaux	En cours	Une plateforme RSE pour le suivi des engagements des entreprises est en phase de mise en place.

Recommandation	Statut/progrès	Commentaires
10- Mise en place d'une base de données sur le secteur extractif	En cours	Projet de création d'un portail sur le secteur extractif dans le cadre de la collaboration avec Development Gateway
11- Activation du FONSI pour une gestion efficiente de ressources naturelles	En cours	Le Comité national a constaté lors de la mise en place du comité d'orientation stratégique du pétrole et du gaz (COS-Petrogaz), que le Président de la République a demandé à cette institution de lui soumettre un projet de loi portant sur une utilisation pertinente des revenus futurs en tenant en compte des objectifs de développement et des principes de transparence et d'équité. Cette loi prévoit l'affectation d'une partie des recettes au FONSI pour l'investissement
12- Harmonisation des classifications budgétaires utilisées avec les normes internationales	En cours	Elaboration de TDR pour la traçabilité des revenus du secteur extractif dans les documents budgétaires de l'Etat.

6. ACQUIS ET DEFIS IDENTIFIES DANS LE PROCESSUS ITIE

L'impact du processus ITIE au Sénégal est perceptible à plusieurs niveaux entre autres :

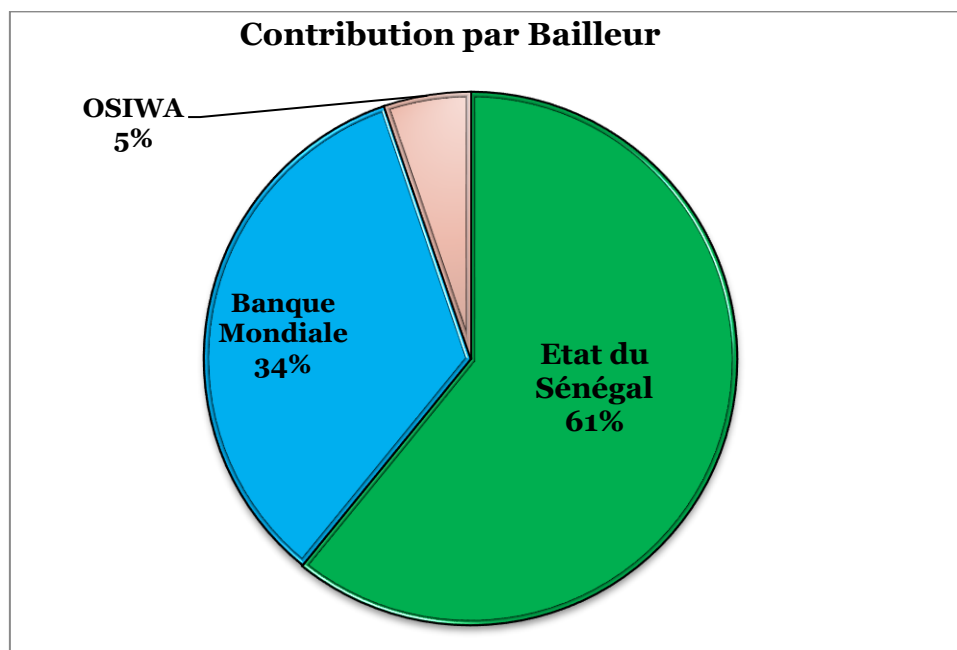
- Au niveau des administrations par le renforcement de leurs systèmes d'information et la mise en place de cellules ou Comités travaillant sur les questions ITIE;
- Au niveau de l'environnement institutionnel à travers la création du Comité d'Orientation Stratégique du Pétrole et du Gaz (COS-PETROGAZ). Par ailleurs, la Cour des Comptes a certifié les déclarations ITIE des Administrations ;
- Dans le renforcement du dialogue et dans les relations entre acteurs (cadre de concertation mis en place à Kédougou);
- Dans le domaine du renforcement des capacités des parties prenantes (atelier de planification stratégique, mise à niveau des entités déclarantes sur la Norme et le processus de remplissage des formulaires de déclaration);

Cependant, au-delà de l'impératif de la validation dont le processus démarrera le 1^{er} Juillet 2017, il restera à consolider les efforts en vue de :

- Renforcer l'intégration de l'ITIE (mainstreaming) dans le dispositif et fonctionnement des administrations sénégalaises pour simplifier le processus de production des données;
- Evaluer le cadre juridique et institutionnel afin de créer les conditions optimales de mise en œuvre de la propriété réelle, ainsi que la création d'un système de gestion des revenus, notamment ceux issus de l'exploitation pétrolière et gazière ;
- Relever le défi de capacités des acteurs notamment en rapport avec le développement de l'industrie pétrolière et gazière afin d'influencer la qualité du débat et promouvoir la redevabilité.

7. BUDGET POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS EN 2016

Pour 2016, le budget est principalement approvisionné par trois (3) bailleurs que sont l'Etat, la Banque Mondiale (BM) et OSIWA. Les dépenses budgétaires du Comité national en 2016 se chiffrent à 243 837 748 XOF.



8. COMPOSITION DU COMITE NATIONAL

Les membres du GMP sont au nombre de 26, le lien suivant <http://itie.sn/groupe-multipartite/> permet de consulter la liste desdits membres.

Huit (8) réunions ont été tenues en 2016 par le Groupe multipartite (GMP). Les comptes rendus de ces réunions sont accessibles via le lien suivant : <http://itie.sn/reunion-gmp/>.

CONCLUSION

Pour répondre aux Exigences 7. 5 et 8.4 de la Norme ITIE, le Comité national fait le point, à travers ce rapport annuel d'avancement, sur les activités réalisées au cours de l'année 2016 dans le cadre du processus de mise en œuvre de l'ITIE.

Le Comité national dresse de manière exhaustive la liste des activités organisées pour atteindre les objectifs tels que l'amélioration du cadre de mise en œuvre de l'ITIE, la publication des rapports, le renforcement de l'impact de l'ITIE dans la gouvernance du secteur extractif, etc. Le présent rapport restitue les activités phares de l'année 2016 allant de l'élaboration d'une feuille de route pour la validation à l'organisation d'ateliers de dissémination du rapport ITIE. En ce sens, il permet de mesurer le travail abattu par le Comité national avec l'implication de toutes les parties prenantes, y compris les acteurs non-membres du Comité. En outre, ce rapport annuel d'avancement permet au Comité national de partager son expérience en matière de mise en œuvre du processus ITIE, et de saisir concrètement les progrès, notamment la publication des contrats et la production d'un rapport ITIE 2014 de qualité. En effet, le rapport ITIE 2014 a vu la participation de toutes les entités déclarantes et la certification des données des Administrations par la Cour des comptes. Le Comité national entend renforcer cette belle dynamique de collaboration pour la production des rapports ITIE 2015 et 2016 dont la publication est prévue en Octobre 2017.

L'élaboration d'un plan stratégique 2017-2021 résultant des acquis nés des trois premières années de mise en œuvre de l'ITIE, souligne la nécessité d'adapter le cadre juridique et réglementaire aux exigences de la Norme, d'institutionnaliser l'accès à l'information, et de renforcer la capacité des acteurs.

Enfin, la mise en œuvre des recommandations du rapport ITIE 2014, telles que l'effectivité de la péréquation, l'audit et la mise à jour du système d'information du Trésor, contribuera à renforcer la gestion des revenus issus de l'exploitation des ressources minières, pétrolières et gazières au Sénégal.

CALENDRIER DE L'ITIE SENEGAL

